

PRÉFACE

LES dynamiques migratoires et les mobilités individuelles ou collectives qui les accompagnent sont un phénomène ancien, particulièrement en Asie du Sud-Est, témoignant à la fois des rapports de force entre entités politiques dans l'histoire, des évolutions démographiques récentes, des contraintes socio-économiques aussi. Le cas des petits couturiers des provinces centrales du Vietnam, dont ceux de la circonscription Thừa Thiên-Huế plus particulièrement étudiés, « descendus » à Hồ-Chi-Minh-Ville par des réseaux et des stratégies migratoires bien identifiés, reflète assurément les difficultés, incertitudes et contradictions de la transition économique vietnamienne amorcée en 1986, le *Đổi Mới*, littéralement « changement et renouveau ». On ne saurait cependant lire le travail remarquable de Lê Đăng Bảo Châu sans le resituer dans les déterminants géographiques, économiques et socioculturels qui conduisent globalement les migrations internes au Vietnam.

Les migrations sont inscrites dans l'histoire du Vietnam. Elles furent consubstantielles à sa construction dans le temps, une longue marche vers le Sud du peuplement *kinh* à partir du *x^e* siècle jusqu'à l'affirmation de la dynastie Nguyễn à partir du *xvii^e* siècle. Elles ne cessèrent jamais vraiment à l'ère de la colonisation française, malgré la fragmentation administrative et politique entre les protectorats d'Annam et de Tonkin, et la colonie de Cochinchine. En période de guerre, entre 1954 et 1975, sur des modalités différentes, les mobilités géographiques restèrent importantes : exodes des populations catholiques du Nord vers le Sud après la défaite française de *Điên Biên Phu* en 1954, départs des villes vers les campagnes au nord, en raison des frappes de l'aviation américaine. Au sud, l'extension des zones de combat dans les campagnes provoqua l'accélération de l'exode rural. La politique de sururbanisation conduisit au doublement des populations urbaines, au point que Saïgon rassemblait déjà près de 3 millions de citoyens en 1970, plus des deux-tiers de la population urbaine au sud du 17^e parallèle. La réunification

de 1975 fut suivie d'une réelle désurbanisation par le retour des paysans, les transferts autoritaires vers les Zones économiques nouvelles et les fuites des *boat-people* qui constituent aussi l'une des composantes du phénomène migratoire global. Au début des années 1990, le taux national d'urbanisation est ainsi assez faible, de l'ordre de 20 %, mais le Vietnam est entré dans la transition urbaine, avec une régulation plus induite par la croissance économique que par la décision politique.

Les migrations intérieures du Vietnam traduisent également les multiples visages de la transition territoriale. Souvent qualifiées de spontanées, elles s'appuient de fait, dans leurs origines et leurs destinations, sur une organisation en réseaux géographiques et familiaux. Les « chemins vers la ville » sont majoritairement intra-régionaux dans le Nord et le Sud, les deux capitales aimantant les flux du monde rural, les néo-entrepreneurs, les petits commerçants et les étudiants des provinces périphériques. On s'est parfois posé la question de la réalité contemporaine d'un Centre Vietnam. Il ne correspond certainement pas à l'ancien Annam. La bipartition historique récente, entre les accords de Genève (1954) et la réunification de 1975, et surtout la nouvelle géographie économique vietnamienne l'ont fragmenté en au moins trois entités. Au sud, les Hauts-Plateaux caféiers, autour du « boom » caféier en province de Đắc Lắc, ont été une zone majeure de l'accueil migratoire des paysanneries deltaïques, alors que les plaines littorales ont valorisé leur potentiel touristique. Au nord, les provinces rurales ont été des zones de départ alimentant la double métropolisation hanoïenne et saïgonnaise ; elles sont restées en grande partie à l'écart de la croissance économique nationale. Reste donc le Centre médian, à bien des égards paradoxal, Da Nang et Hué jouant un rôle polarisateur retrouvé sur le littoral, au prix de grands investissements publics et privés, quand l'arrière-pays reste marqué par une extrême pauvreté. La province de Thừa Thiên-Huế illustre ce très fort contraste, entre Hué, l'ancienne capitale, aujourd'hui l'un des pôles du tourisme national, et les bourgs et villages en survie agricole. Le Centre, dont sont issus nos petits couturiers, constitue donc un enjeu majeur de développement territorial, tant pour les équilibres internes qu'à l'échelle de la région du Grand Mékong, associant l'ensemble des pays riverains du fleuve.

S'il n'est pas le plus étendu des cinq États de la péninsule Indochinoise, le Vietnam en est le plus peuplé, avec environ 92 millions d'habitants en 2015. Ni le plus riche, son revenu national brut (RNB) de 1 890 dollars américains par habitant étant encore largement inférieur à celui de la Thaïlande, ni le plus pauvre au regard de la situation laotienne ou cambodgienne, l'État est désormais classé par la Banque mondiale parmi les pays à revenu intermédiaire. Le taux de pauvreté, en baisse constante, concernerait 13,5 % de la population. Ainsi, 30 années après son lancement, en 1986, la politique de renouveau, le Doi Moi, a, tous les indicateurs le montrent, profondément transformé le Vietnam. S'y ajoutent aussi, véritables marqueurs du retour au monde du pays, la levée de l'embargo américain en 1994, l'adhésion l'année suivante à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'intégration à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2007. Pays pauvre, encore bénéficiaire du Programme alimentaire mondial au début des années 1990, le Vietnam est aujourd'hui exportateur de riz, deuxième producteur mondial de café et très bien positionné sur nombre de productions agricoles. Même si elle mobilise presque un emploi sur deux dans le pays, l'agriculture ne fournit plus qu'un cinquième du PIB ; cela traduit clairement la mutation en cours du système productif, le passage au stade de pays émergent, d'un « Dragon en devenir » recomposé comme pays-atelier de la mondialisation par l'ouverture aux investissements directs étrangers. Un autre facteur de transformation est directement lié aux transferts du tourisme international (près de 8 millions de visiteurs en 2015).

On ne saurait cependant s'en tenir uniquement à son visage purement économique, la transition étant bien aussi un processus global de transformation de la société et des territoires ; elle a impacté les changements urbains, les politiques de santé, d'éducation. Les réformes entreprises, dont l'ampleur et la rapidité de mise en œuvre ont surpris les Vietnamiens eux-mêmes, ont certainement amené un mieux-être et amélioré en particulier le niveau de vie des populations urbaines, ouvert de nouvelles perspectives grâce à l'électrification quasi généralisée et désormais presque fiable, bénéfice majeur pour les provinces périphériques. L'amélioration globale des transports et l'entrée dans les nouvelles technologies de populations jusque alors marginalisées sont aussi d'autres facteurs du changement territorial.

Mais les questions de la scolarisation et de la formation de la jeunesse, de son insertion sur le marché du travail, restent posées, quand plus de la moitié de la population est âgée de moins de 30 ans. Devant tous ces impératifs, le maintien de la croissance face à une demande de consommation constante et face aux besoins de l'État en matière de gestion administrative et de renforcement des infrastructures est une nécessité absolue.

La migration des petits couturiers amène aussi à s'interroger sur les transformations de la société rurale en période de Doi Moi. Le modèle de l'agriculture collectiviste, jamais vraiment accepté, a été abandonné dès le début des années 1980, avec une réhabilitation des économies familiales se traduisant par la diversification et l'intensification des mises en culture. L'impact a été considérable sur la société rurale, par l'accroissement continu des inégalités sociales au détriment des exploitations les plus petites, les moins innovantes, les moins ouvertes sur les nouveaux marchés de consommation urbaine. Ainsi, la migration rurale, celle des adultes comme celle des enfants, a été une réponse à la pauvreté des familles disposant de superficies insuffisantes, sans que les activités annexes, comme la pêche dans la province de Thừa Thiên-Huế, puissent apporter les compléments de survie. Elle s'offre comme la seule alternative proposée aux ruraux en mal d'emplois non agricoles et de revenus complémentaires sur les petits métiers de services, construction, transports ou commerce, toutes nouvelles opportunités que la ville peut offrir. Ces groupes familiaux sont largement représentés dans l'échantillon enquêté par Lê Đăng Báo Châu.

La migration intérieure a pris d'autant plus d'ampleur que la gestion des flux par les services de l'État s'est largement relâchée dès le début des années 1990, face à un marché du travail lui-même de moins en moins contrôlé par les autorités locales. Si l'essor de son économie est donc spectaculaire sur les 30 dernières années, après le choix du Doi Moi, le Vietnam n'en est pas moins confronté à d'immenses défis intérieurs. La gestion des inégalités régionales, avec une nécessaire redistribution des fruits de la croissance économique entre les deux « corridors de développement » du Sud et du Nord et les provinces périphériques ou centrales, en partie peuplées de minorités ethniques, se heurte aux lourdeurs d'une gouvernance territoriale distribuée entre 58 provinces et 5 villes qui en ont le statut, Hanoi, Haiphong,

Hô-Chi-Minh-Ville, Can Tho et Da Nang. Dans ce cadre, la relation villes-campagnes, l'un des marqueurs forts de l'urbanité vietnamienne, est devenue complexe par l'accentuation des inégalités de revenu et le décalage socioculturel entre nouveaux venus et citadins longuement installés. La pauvreté urbaine est une réalité visible ; elle s'apprécie par le revenu, mais aussi par la précarité du logement, l'environnement immédiat, les difficultés d'accès aux mobilités et aux équipements, aux services de base. Mais elle est aussi marquée par le faible niveau d'éducation et de formation des populations concernées, leur marginalisation culturelle et leur ancrage sur certains districts urbains à partir de logiques de réseaux ethniques et/ou géographiques. Dans une métropole comme Hô-Chi-Minh-Ville, organisée administrativement en 19 districts urbains, auxquels s'ajoutent 5 districts ruraux pour constituer l'entité provinciale, ces populations pauvres issues très majoritairement de la migration intérieure sont au cœur de l'économie informelle. On sait depuis longtemps que celle-ci constitue une soupape de flexibilité pour la production de biens et de services, en complément des entreprises formelles, mais aussi une opportunité d'intégration pour les nouveaux migrants.

L'ampleur de la transformation urbaine, dans les villes-capitales mais aussi dans les pôles régionaux du Vietnam, oblige donc à repenser la planification territoriale et l'urbanisme traditionnel alors que se multiplient les grands projets d'aménagement sans que la question de la spéculation foncière ait été réglée. Ainsi, les deux capitales, Hanoi, 7,5 millions d'habitants, et Hô-Chi-Minh-Ville, plus de 8 millions, sont déjà des mégapoles asiatiques. Elles se recomposent aujourd'hui dans des plans de développement ambitieux basés sur la construction de nouveaux quartiers ou ensembles résidentiels, de nouvelles tours d'affaires en centralité pour illustrer leurs ambitieux projets de *skyline*. Un nouveau zonage des activités industrielles vers les provinces périphériques, un desserrement vers les villes satellites accompagnent cette transition urbaine. Mais les métropoles vietnamiennes restent confrontées à des défis permanents, comme la résorption de l'habitat précaire, la lutte contre la pauvreté, la gestion environnementale... Il serait cependant réducteur de « lire » la métropolisation vietnamienne sous le seul angle de la croissance démographique et des difficultés qu'elle engendre. Très grandes villes d'un pays en développement, Hanoi et

Hô-Chi-Minh-Ville sont aussi caractérisées par des dynamiques propres. Leur influence est considérable sur le territoire national, avec une forte capacité d'attraction des populations, un potentiel d'alternatives économiques, des systèmes d'interactions sociales, d'échanges, ainsi que d'innovations. En cela, elles sont des relais efficaces de la mondialisation économique, particulièrement à Saïgon - Hô-Chi-Minh-Ville, où les opportunités d'affaires se sont multipliées depuis 30 ans. Si les grands parcs industriels et autres zones de haute technologie s'y sont installés, ainsi que dans les provinces contiguës, la croissance maintenue a aussi d'importantes retombées sur les activités de sous-traitance, donc sur les entreprises de l'économie informelle, très présentes dans les deux arrondissements péricentraux de Tân Bình et Bình Tân, lieux d'accueil des petits couturiers. Bình Tân, nouvellement créé en 2003 dans la périphérie sud-ouest, en témoigne, ayant plus que doublé sa population (près de 630 000 en 2012), essentiellement par l'apport migratoire.

Entre croissance économique et mal-développement, entre intégration et marginalisation, la ville vietnamienne produit donc de la richesse et engendre de la pauvreté. Si leurs traductions morphologiques et paysagères sont perceptibles, les caractérisations sociales sont complexes à lire. En cela, le travail d'enquêtes et d'explications de Lê Đăng Bảo Châu est des plus riches car son récit nous restitue, entre empathie, émotion et sensibilité, la dure « migration invisible » des enfants couturiers, dans son altérité et ses multiples visages.

Daniel Weissberg